

Perçu comme une élection secondaire par la plupart des Tchèques, appelés aux urnes les 24 et 25 mai prochains, le scrutin européen devrait à nouveau être marqué par une très forte abstention. Avec quarante listes en compétition au total, dont certaines pour le moins farfelues, beaucoup d'électeurs ont logiquement un peu de mal à s'y retrouver...



Les élections européennes 2019 vues par [Le Courrier des Balkans](#) et *Le Courrier d'Europe centrale*

Prague, correspondance - « *Des coupons pour des bières gratuites pour chaque Tchèque et chaque Morave* », promet dans son clip de campagne Daniel Konečný, le leader et unique candidat de la liste Tvůj kandidát (Ton candidat). Une de ses adversaires, Lucie Schejbalová, qui défend la liste ANO vytrollime europarlamentu (OUI nous allons troller le Parlement européen), avoue quant à elle n'être intéressée que par le salaire d'eurodéputé, dans l'optique de s'assurer une retraite confortable. Quant aux deux candidats de la liste Première République, ils savent très bien qu'ils n'auront aucun élu et reconnaissent volontiers faire campagne seulement pour obtenir visibilité et subventions.

Avec de surcroît des listes « de niche », défendant les intérêts particuliers des scientifiques, des animaux ou des Moraves, et des têtes de liste peu connues du grand public, tout le monde ne semble pas forcément prendre très au sérieux ces élections européennes. Aussi, les électeurs tchèques devraient à nouveau très largement boudier le vote, alors même que cette année 2019 est marquée par les célébrations du quinzième anniversaire de l'adhésion à l'Union européenne.

En 2014, seuls 18,2 % d'entre eux s'étaient déplacés aux urnes (contre près de 30 % en 2004 et en 2009) et, au niveau européen, seuls les Slovaques avaient fait pire. « *Il y a un désintérêt pour des élections perçues comme secondaires, à l'impact et à l'importance sous-estimés* », explique le politologue Michel Perottino, qui souligne de surcroît le fait que les derniers scrutins nationaux, les législatives et la présidentielle, n'ont pas non plus affiché de forts niveaux de participation (mais tout de même supérieurs à 60 %).

Vers une redite des législatives de 2017

Pour sa collègue Vladimíra Dvořáková, les européennes pourraient mobiliser davantage « *dans le cas d'une confrontation de politique intérieure, ce qui ne se produira certainement pas* ». De fait, les différents sondages laissent entrevoir un relatif éparpillement des préférences électorales et des résultats proches de ceux obtenus lors des dernières législatives.

Chantre d'une « Tchéquie forte » au sein de l'UE, à propos de laquelle il cultive une position ambiguë, le mouvement ANO, du Premier ministre Andrej Babiš, fait toujours la course en tête avec entre 20 et 30 % des intentions de vote. Il est aussi, de très loin, le parti à investir le plus d'argent dans la campagne et rien ne semble pouvoir l'atteindre, que ce soient les récents développements de l'affaire dite du « nid de cigognes » (une affaire de détournement présumé de fonds européens qui

vaut au chef du gouvernement d'être menacé de mise en examen), ou [les manifestations assez massives organisées chaque lundi](#) à Prague.

Les milliers de manifestants qui y participent craignent pour l'indépendance de la justice après la nomination d'une nouvelle ministre de la Justice, Marie Benešová, réputée proche du président Miloš Zeman et qui pourrait tenter de donner un coup de pouce à M. Babiš dans ses démêlés judiciaires. « *Le mouvement est particulièrement remarquable dans une société peu encline à protester et manifester* », note Michel Perottino, lequel doute toutefois de son impact sur les européennes. « *Il reste cependant fortement urbain et socialement peu représentatif* », indique-t-il.

Le scrutin européen devrait ainsi confirmer la marginalisation en Tchéquie des partis de gauche.

Pour la seconde place, un truel se dégage et oppose, à l'avantage des deux premiers, le parti civique-démocrate ODS, les Pirates et le parti d'extrême-droite Liberté et démocratie directe (SPD), crédités de 10 à 15 % dans les enquêtes d'opinion. Derrière, plusieurs formations dont les sociaux-démocrates, partenaires minoritaires du mouvement ANO dans la coalition gouvernementale, et les communistes sont à la lutte pour dépasser le seuil fatidique des 5 %, permettant d'envoyer au moins un élu dans le prochain parlement européen.

[- Pologne : le duel des droites écrase la campagne des européennes](#)

[- Européennes 2019 : la Slovaquie, entre extrême droite et \(très forte\) abstention](#)

Le scrutin européen devrait ainsi confirmer la marginalisation en Tchéquie des partis de gauche. Vladimíra Dvořáková estime même qu'il n'y en a aucun en lice. Dans cette campagne, « *il n'y a aucun thème de gauche* », appuie la politologue. « *Depuis les années 1990, toutes les formes de solidarité et de responsabilité sociale ont été estampillées 'communisme'* », explique-t-elle, « *maintenant c'est 'chacun pour soi' et c'est aussi comme cela que nous nous comportons face à l'Europe* ».

« **Maintenant c'est 'chacun pour soi' et c'est aussi comme cela que nous nous comportons face à l'Europe** ».

Un credo répandu : défendre les intérêts tchèques face à Bruxelles

A quelques exceptions près, comme les Pirates ou la coalition formée autour du parti conservateur TOP 09, les partis tchèques axent d'ailleurs largement leur campagne sur des thématiques nationales et sur la défense des intérêts nationaux. « *La critique de Bruxelles, de la Commission et*

ainsi de suite fait partie des classiques», confirme Michel Perottino. D'après lui, la lutte contre la « *double qualité des aliments*», la pratique de l'industrie agroalimentaire qui consiste à proposer sous une même marque des produits de moindre qualité pour les marchés centre et est-européens, arrive en tête des préoccupations soulevées durant la campagne.

Elle devance même la question des flux migratoires, pourtant délicate dans un pays qui a massivement rejeté l'accueil de réfugiés. C'est évidemment le fonds de commerce principal du parti SPD. Si celui-ci milite pour un « *Czexit* », il est paradoxalement peut-être le seul dont la campagne a manifesté visiblement une dimension européenne. Plusieurs dirigeants nationalistes du Vieux Continent, dont [Marine le Pen, ont participé fin avril à un meeting commun à Prague](#), lequel a toutefois peu attiré. Son leader, Tomio Okamura, s'est à son tour affiché avec ses alliés européens réunis à Milan ce weekend, autour de Matteo Salvini. Par contraste, on ne sait toujours pas dans quel groupe parlementaire siègeront les députés du mouvement ANO et les Pirates.

Les 21 eurodéputés tchèques seront en tout cas bien seuls au sein d'un Parlement européen qui compte 751 sièges s'ils entendent défendre leurs intérêts nationaux. Et, surtout, ce n'est pas là leur rôle, ainsi que le rappelait récemment, sur les ondes de la Radio publique tchèque, le politologue Jiří Pehe. Selon lui, politiciens et médias eux-mêmes sont en partie responsables de cette image faussée du scrutin européen en Tchéquie.

Pour Vladimíra Dvořáková, ces élections donnent ainsi un nouvel exemple des deux attitudes dominant le monde politique tchèque : la confrontation avec Bruxelles sans possibilité de compromis et l'acceptation de tout ce qui s'y décide sans esprit critique. « *Dans une société civilisée, la relation conflit-coopération devrait pourtant dominer, c'est-à-dire la conscience de l'existence d'intérêts divergents et la recherche de solutions communes, au prix de compromis délicats et parfois déplaisants* », explique-t-elle, avant de conclure, « *On n'entend rien sur la façon dont nous pourrions contribuer à l'Europe, ce que nous faisons, c'est toujours nous en défier* » .